

Monsieur Dorian ULRICH
19 rue de l'Eglise
67820 WITTISHEIM

ulrich-dorian@yahoo.fr

ARRETE N°210/2022

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
LE MAIRE DE LA VILLE DE SELESTAT

- VU** la demande, en date du 1^{er} mars 2022, par laquelle le permissionnaire ci-dessus référencé sollicite l'autorisation de stationner un camion grue, au droit du n°42 rue du Président Poincaré, en vue de décharger du matériel ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2542-2 donnant pouvoir au Maire de diriger la police locale et de prendre des arrêtés locaux ;
- VU** le Code de la Route ;
- VU** le Code de la Voirie Routière ;
- VU** le règlement général de la circulation et du stationnement de Sélestat, notamment l'arrêté du 19 avril 1967 et ses avenants ;
- VU** l'état des lieux ;
- VU** la décision n°80/2021 fixant les droits de voirie, prise en application de la délibération du Conseil Municipal n° 11 du 30 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs en vertu des articles L 2122-22 et 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, exécutoire le 31 juillet 2020 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires à assurer la sécurité des usagers ;

a r r ê t e :

ARTICLE 1 :

L'entreprise SIMLER est autorisée, à titre précaire et toujours révoquant, à stationner un camion grue et décharger du matériel sur le domaine public, au droit du n°42 rue du Président Poincaré, le samedi 5 mars 2022 entre 08h00 et 13h00.

ARTICLE 2 :

Pour les besoins du chantier, la circulation sera momentanément interrompue au droit du n°42 rue du Président Poincaré et rue de la Pomme d'Or, le samedi 5 mars 2022 entre 08h00 et 13h00.

ARTICLE 3 :

A cette occasion, le permissionnaire sera tenu de se conformer aux dispositions susvisées et aux conditions suivantes :

- toute signalisation nécessaire destinée à attirer l'attention des usagers de la voie publique devra être apposée par les soins du permissionnaire; celui-ci précisera le cas échéant aux piétons le trajet à emprunter,
- le stationnement est interdit au droit du camion grue,
- la signalisation devra être perçue par l'usager,
- lors des travaux et en cas de chute de matériaux, toute mesure de protection nécessaire devra être prise, notamment par la pose d'une bâche de protection ou d'une clôture de chantier,
- pour éviter toute détérioration des revêtements de chaussée et de trottoirs, le permissionnaire installera une protection efficace au sol (plancher, bâche, protection au sol par platelage au droit des appuis de la grue ...),
- en cas d'accident résultant de son installation, le permissionnaire supportera seul les responsabilités, car la présente permission n'emporte pas conformité du camion grue,
- les droits des tiers seront préservés,
- à l'issue des travaux, le permissionnaire devra procéder à l'enlèvement de toute chose qui ne se trouvait pas sur le domaine public avant l'installation du camion grue. Il sera tenu de remettre les lieux en l'état dans lequel ils se trouvaient antérieurement. Il veillera notamment à assurer l'enlèvement de toutes les chutes de matériaux et emballages produits dans le cadre du chantier de telle sorte que la propreté du domaine public soit assurée.

ARTICLE 4 :

Le permissionnaire doit s'acquitter des droits d'occupation du domaine public, fixés selon la décision n° 80/2021, aux tarifs suivants :

- | | |
|---|-----------------------------|
| • du 1 ^{er} au 60 ^{ème} jour : | 0,40 € m ² /jour |
| • du 61 ^{ème} au 180 ^{ème} jour : | 0,20 € m ² /jour |
| • à partir du 181 ^{ème} jour : | 0,10 € m ² /jour |
| • avec un forfait minimum/occupation : | 15,00 € |
| • avec un forfait maximum/occupation/an : | 15 000,00 € |

ARTICLE 5 :

Le permissionnaire prend toutes les dispositions nécessaires afin de neutraliser l'accès à la zone d'intervention.

ARTICLE 6 :

Le permissionnaire demeure entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui peuvent survenir du fait de l'exécution des travaux de raccordement ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection du chantier.

ARTICLE 7 :

Les panneaux matérialisant l'interdiction de circulation, les mesures de protection, la pré signalisation et la signalisation de position nécessaires au bon déroulement du chantier sont mis en place par le permissionnaire.

ARTICLE 8 :

La présente permission est valable le samedi 5 mars 2022 entre 08h00 et 13h00.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté est adressé au permissionnaire, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 10 :

Le présent arrêté n'emporte pas autorisation de commencement de travaux.

ARTICLE 11 :

M. le Directeur Général des Services, M. le Commandant de Police et tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

(Rag/mr)

Sélestat, le 1^{er} mars 2022

Le Maire,



Marcel BAUER

copie transmise à :

Sous-Préfecture Sélestat-Erstein
M. le Président du Tribunal de Proximité
M. le Commandant de Police de SELESTAT
Gendarmerie Nationale
Service Réglementation et Affaires Générales
Service Police Municipale
Le permissionnaire
A afficher